

D'autre part, les luttes contre les privatisations mettent en évidence la faiblesse croissante des États nationaux à affronter les défis sociaux et populaires. Lorsque ces secteurs sont capables de mobilisations importantes avec le soutien de la population, les gouvernements sont obligés de reculer. Sauf en Uruguay, où l'État maintient son hégémonie sur la société civile ; il en résulte une incapacité à résoudre les conflits sociaux sans recourir à la répression, y compris aux forces armées. Cet affaiblissement des États est la conséquence directe des politiques libérales et de l'anémie de la gauche traditionnelle sur la plupart du continent.

Enfin, les changements socioculturels s'expriment dans les formes de lutte, étroitement liées à la crise généralisée de représentation. Les barrages routiers et les explosions de type insurrectionnel s'imposent au détriment des grèves syndicales traditionnelles. Ces formes présentent des caractéristiques à souligner : elles traduisent l'émergence d'acteurs, où jouent un rôle de premier plan les habitants de quartiers, les paysans, les chômeurs, aux côtés des mouvements de femmes et de jeunes. Ces multitudes occupent l'espace public parce qu'elles rejettent la délégation représentative, s'auto-convoquent et donnent chair à cette forme-multitude qui conduit les luttes les plus importantes des dernières années sur le continent.

Traduit de l'espagnol par Daniel Bensaid

Dans les griffes de l'empire

Nalu Farias

Animatrice de la Marche mondiale des femmes en Amérique latine.

La longue marche des femmes latino-américaines

Dans les années 1980, le mouvement féministe en Amérique latine et dans la Caraïbe a

commencé à susciter un certain intérêt lié au développement des organisations de femmes dans les milieux populaires et de leur appropriation des thématiques féministes. Dès la fin des années 1980, ce mouvement émergeant a connu un processus d'institutionnalisation croissante, d'une part par le biais de la professionnalisation des Organisations non gouvernementales, de l'autre par la mise en place de structures gouvernementales. Le début des années 1990 fut marqué par les débats consécutifs à la chute du Mur de Berlin et un affaiblissement de la critique envers les politiques d'ajustement structurel dictées par l'impérialisme. La globalisation était perçue comme une donnée irréversible en soulignant ses effets positifs plutôt que négatifs pour la condition des femmes. Le discours dominant voulait alors que le mouvement des femmes soit porteur de « propositions positives », agisse en partenariat avec les gouvernements dans le cadre des politiques publiques sans remettre en cause les limites fixes par le modèle d'État réellement existant. Il s'agissait de viser le possible en renonçant à des changements structurels irréalistes. En même temps, les documents approuvés lors des conférences de l'Onu étaient présentés comme de grandes avancées, même si leurs formulations restaient générales et évitaient d'aborder les racines structurelles de l'inégalité. Il existe bien des différences entre l'évolution des mouvements en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, mais il y a un trait commun : les conférences de l'Onu furent de grands espaces de convergence durant les années 1990. Mais, alors que le mouvement des femmes s'engageait dans l'expérimentation de politiques domestiques et dans l'incorporation des questions de genre à la lutte sociale, le marché, de son côté, s'employait à organiser la vie des femmes à tous les niveaux, y compris dans son aspect subjectif.

D'autre part, au cours des années 1990, ont commencé à surgir des groupes résolus à aborder les questions économiques. Dans un premier temps, il s'est agi d'un processus quasi invisible, ou en tout cas peu considéré, dans le mouvement féministe. C'est pourtant de ce processus qu'est né le débat sur la place du genre dans l'Alliance sociale continentale et que sont nés les pre-

miers réseaux de discussion sur le thème des femmes dans l'économie. Plus tard, ce débat s'est amplifié autour du thème de « l'économie féministe ».

C'est dans ce contexte qu'a commencé la construction de la Marche mondiale des femmes (*Marcha Mundial de las Mujeres*, MMM) en Amérique latine. L'initiative étant partie de la fédération des femmes québécoises, les premiers contacts furent noués principalement par le biais du secteur syndical et des groupes travaillant sur les questions économiques. D'autre part, l'axe de lutte contre la pauvreté et la violence sexiste a servi de référence aux premières adhésions. Au fur et à mesure du développement de la campagne de 2000, cette adhésion s'est étendue, jusqu'à inclure presque toutes les composantes du mouvement des femmes. Après la conclusion de la marche, le 17 octobre, divers secteurs ont estimé qu'il était important de pérenniser la MMM qui s'était révélée un instrument efficace de réorganisation du mouvement dans différents pays. Cette appréciation ne valait pas seulement en Amérique latine, mais aussi dans la coordination européenne et dans différents pays d'Afrique et d'Asie.

On peut donc estimer que la MMM s'est imposée comme l'une des structures les plus importantes du mouvement féministe de ces dernières années. Elle a rendu possible une recomposition du mouvement des femmes sur la base d'un changement de perspective. Dès le début, l'organisation de la Marche s'est nourrie d'une critique globale du néolibéralisme et du capitalisme. En plein processus de « Pékin+5 » (l'évaluation quinquennale des résultats de la quatrième conférence mondiale des femmes), la MMM a proposé une grande mobilisation originale dans ses méthodes comme dans sa plate-forme. Ce fut l'une des premières initiatives mondiales à attaquer frontalement le néolibéralisme et à proposer des changements structurels. Elle a permis de réintroduire à une échelle de masse la question des rapports entre genres et classes. Elle est ainsi entrée dans le mouvement mondial antiglobalisation dont les manifestations de Seattle constituaient l'acte de naissance symbolique.

La Marche mondiale des femmes est devenue, au Brésil et en Amérique latine, une alternative au processus d'institutionnalisation et à la perte de radicalité, relançant l'idée de l'auto-organisation des femmes, d'une lutte féministe articulée à la lutte anticapitaliste, posant par conséquent les questions de genre et de classe comme co-extensives, et avançant la nécessité d'une transformation d'ensemble des rapports sociaux, sans dissoudre pour autant la spécificité des questions de race, d'ethnie, de jeunesse, etc.

Avec la MMM, la mobilisation est retournée dans la rue. L'organisation des femmes s'est élargie à la base, articulant le niveau local au niveau international. Elle a construit et renforcé ses alliances avec les divers mouvements sociaux. Sa légitimité s'est également renforcée auprès d'autres mouvements mixtes, à partir notamment de sa participation au plébiscite populaire contre

le paiement de la dette extérieure, puis à la campagne contre la zone de libre commerce des Amériques (ALCA). Son rôle dans le Forum social mondial (la MMM y fut présente dès la réunion de Genève où fut ébauché le projet des Forums sociaux) et dans le Réseau des mouvements sociaux a accru sa visibilité et contribué à enrichir les débats, notamment sur la mercantilisation du corps et de la vie des femmes.

La marche des « Margaridas » : la force des femmes paysannes

Les deux éditions de la marche des *Margaridas* (Marguerites) au Brésil, organisées par les travailleuses rurales de la Confédération des travailleurs agricoles, ont été les temps forts de l'activité de la Marche des femmes sur notre continent. La première, en 2000, a rassemblé 20 000 femmes et la seconde, en 2003, plus de 30 000. Ces marches ont impulsé un fort développement de l'auto-organisation des femmes paysannes et un renforcement de leur conscience féministe. Elles ont été précédées par un large travail de préparation à la base, de débat politique, et de recherche de moyens financiers. La solidarité entre les femmes et l'affirmation de leur identité collective ont été impressionnantes. Cette politisation se traduit par la plate-forme de revendications. Il faut souligner notamment la façon dont est abordé le thème de la violence sexiste. S'il reste en partie tabou en milieu urbain, il était *a fortiori* occulté en milieu rural. Entre la première et la seconde marche, la discussion sur ce point s'est développée, sous l'angle du besoin de politiques publiques, mais aussi de la nécessité de modifier les rapports de genre dans le mouvement syndical comme entre travailleurs et travailleuses ruraux.

Le succès de la Marche des *Margaridas* peut également être considéré comme un symbole. Si la première marche fut verte (la couleur de la Contag), la seconde fut « verte et violette » (couleur du féminisme), ce qui a conduit le ministre de la Réforme agraire à déclarer qu'il fallait « teindre la réforme en violet ». Un autre aspect positif du processus a été le renforcement de l'unité entre femmes des villes et femmes des champs. Cela se concrétise non seulement par le fait que ces deux secteurs s'inscrivent dans un plan commun de mobilisation, mais aussi par le soutien des secteurs urbains à la marche des *Margaridas* et par la multiplication des initiatives communes. Ce en rapport avec d'autres secteurs comme les femmes du Mouvement des Sans-Terre, que ce soit pour le 8 mars, la campagne contre l'Alca, ou les actions contre les OGM.

Propositions alternatives pour 2005

La MMM prépare une nouvelle mobilisation mondiale pour 2005, avec notamment l'élaboration d'une Charte mondiale des femmes pour l'Humanité. Cette charte synthétisera les alternatives économiques, sociales, culturelles, néces-

saires pour qu'un autre monde devienne effectivement possible – fondé sur l'égalité des genres et de tous les peuples et êtres humains, et respectueux de notre planète –. En 2005 sera organisée une Marche-relais pour transmettre la charte d'une région du monde à une autre, d'un continent à un autre. Dans chaque pays où la Charte fera étape seront organisées de multiples activités pour populariser et enrichir son contenu. Ce tour mondial commencera au Brésil le 8 mars 2005 pour se conclure par une grande journée d'action féministe, le 17 octobre. Ce seront « 24 heures d'actions mondiales de solidarité des femmes ». Ce jour là, à midi heure locale, chaque pays organisera au moins une heure d'initiatives publiques les plus diverses. D'est en ouest, suivant le mouvement du soleil, notre journée féministe parcourra le globe pour faire entendre la voix des femmes.

Au cours de cette longue marche, chaque pays contribuera de manière symbolique au tissage de la Charte, par un morceau de toile, et les fragments seront rassemblés dans un immense Patchwork mondial de la Solidarité exposé le 17 octobre dans un pays africain.

En Amérique latine, nous entendons contribuer à ce processus par une grande mobilisation et saisir l'opportunité pour relancer la MMM, là où elle s'est affaiblie depuis 2000. Dans cette perspective, s'est déjà tenue une rencontre des Amériques, en janvier 2004 à Cuba, en prélude à la troisième Rencontre hémisphérique contre l'Alca. Le choix du moment fut délibéré, pour souligner la volonté de la Marche mondiale des femmes de s'insérer dans la mobilisation mixte de l'ensemble des mouvements sociaux, notamment à travers la mobilisation contre l'Alca et les forums sociaux. Nous sommes en effet convaincues du rôle décisif de cette relation si nous voulons que les alternatives au capitalisme soient aussi féministes. Et nous sommes convaincues qu'avec la force de notre mouvement nous pouvons être actrices de ce processus. La rencontre de La Havane a mis en évidence une forte unité de la Marche à l'échelle du continent, y compris sur l'importance de la participation de la jeunesse ou sur le rapprochement dans plusieurs pays avec les mouvements de lesbiennes.

À travers la marche, nous voulons construire un mouvement pluraliste, certaines qu'en participant à des luttes qui s'opposent au cœur du système d'oppression, nous pouvons rechercher ce qui nous rassemble sans édulcorer notre particularité. C'est dans cette perspective que nous mettons en exergue le thème : « *Nous ne sommes pas des marchandises, nous sommes des femmes* ».

Répliques et controverses

